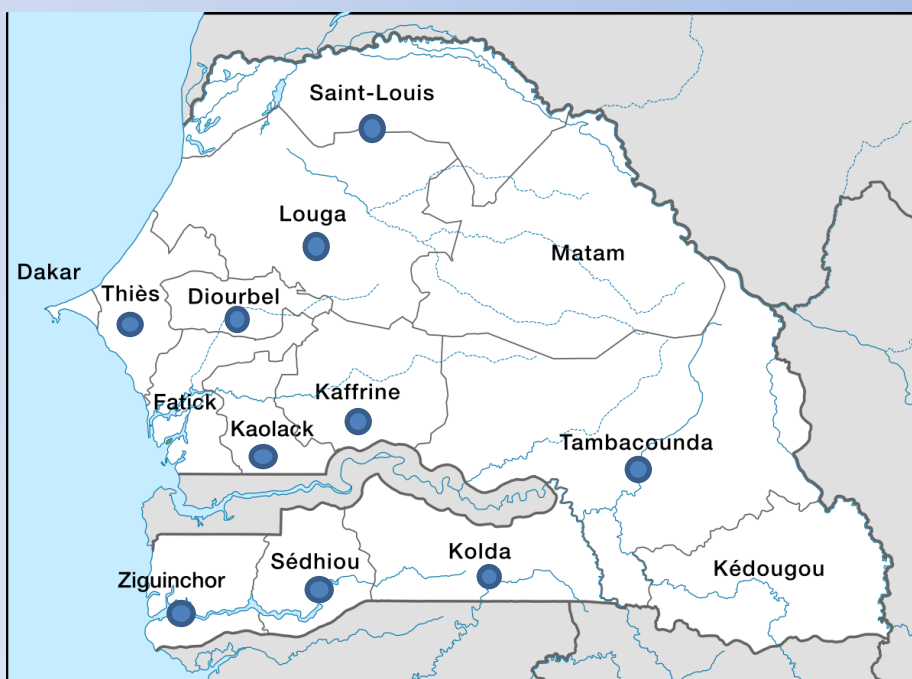


Synergie des organisations de la société civile Sénégalaises pour la mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU) pour le Sénégal

RAPPORT MISSION de contact, d'information, et d'identification des besoins

RAPPORT
Mission de contact, d'information et
d'identification des besoins dans les régions



● **Régions visitées par la mission**

Avec le soutien de



Introduction et contexte

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universel (EPU) pour le Sénégal la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (**RADDHO**), la Coalition Sénégalaise des Associations et ONG en Faveur de l'Enfant (**CONAFE**), la Ligue Sénégalaise des droits humains (**LSDH**) et **ARTICLE 19**, ont convenu avec la Délégation de l'Union Européenne au Sénégal d'un accord de partenariat visant à appuyer le gouvernement du Sénégal pour la réalisation des dites recommandations lors de son dernier passage à l'EPU en 2018.

Le projet vise à apporter la contribution des organisations de la société civile sénégalaise dans un contexte où le respect, la promotion et la protection des droits humains constituent un réel défi.

En effet, malgré la reconnaissance par la Constitution du Sénégal des instruments juridiques internationaux et régionaux de protection des droits humains, l'existence de mesures juridiques et réglementaires, de cadres institutionnels devant concourir à établir et consolider un environnement protecteur des droits de l'homme, beaucoup reste à faire notamment l'application des lois.

En dépit de l'acceptation du Sénégal des recommandations formulées du Conseil des Droits de l'Homme (CDH), force est de reconnaître que des lenteurs sont notées dans la mise en œuvre et le suivi des progrès enregistrés. De plus, beaucoup d'acteurs institutionnels et sociaux concernés ignorent ce mécanisme et sa pertinence.

Sous ce rapport, convaincue que la mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU) constitue entre autres un moyen pour la réalisation des droits humains, la coalition des organisations de la société civile pour le suivi des recommandations de l'EPU pour le Sénégal compte mener des activités de sensibilisation, de réseautage, de renforcement des capacités, de plaidoyer afin que plus de progrès soient obtenus en matière de droits de l'homme.

C'est dans ce sens qu'une mission de contact, d'information et d'identification des besoins auprès des acteurs a été effectuée dans 10 régions que sont : Diourbel, Kaolack, Kaffrine, Kolda, Louga, Saint-Louis, Sédhiou, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor.

Objectifs de la mission

L'objectif principal de la mission est d'informer les acteurs étatiques, les autorités locales, les médias et les organisations de la société civile à propos du Projet en vue d'identifier leurs besoins et de planifier les activités.

De manière spécifique il s'agira de :

- Répertorier les acteurs clés qui peuvent contribuer à la mise en œuvre des recommandations prioritaires retenues ;
- Partager avec les acteurs le mécanisme de l'EPU, les rôles et responsabilités de l'Etat du Sénégal et de la société civile ;
- Mettre à niveau les acteurs clés sur les objectifs, les activités, les résultats attendus, l'approche de mise en œuvre du plan d'action du projet et de l'initiative de la création au Sénégal d'une large coalition pour le suivi des recommandations de l'EPU ;
- Recueillir les besoins exprimés par les acteurs ;
- Mobiliser les acteurs de la société civile dans la perspective du renforcement de la coalition pour le suivi des recommandations de l'EPU ;

Déroulement de la Mission

La mission s'est déroulée du 22 au 29 août 2021 suivant trois axes :

- Axe nord : Thiès, Louga, Saint-Louis du 23 au 29 août 2021
- Axe centre : Diourbel, Kaolack, Kaffrine et Tambacounda du 22 au 29 août 2021
- Axe sud : Kolda, Sédhiou et Ziguinchor du 22 au 29 août 2021.

Avant le démarrage de la mission les points focaux de la RADDHO et de la CONAFE ont été mis à contribution pour planifier les audiences avec les différentes autorités à rencontrer et l'organisation des focus groups avec les organisations de la société civile et les acteurs des médias.

Ceci a permis de rencontrer les acteurs ci-après :

Régions	Acteurs rencontrés
Diourbel	<ul style="list-style-type: none">- L'Adjoint du préfet du département de Diourbel ;- L'Adjointe du Gouverneur de de la Diourbel chargée du Développement ;- Deux (2) membres de l'Inspection d'académie de la région de Diourbel
Kaolack	<ul style="list-style-type: none">- Le préfet du département de Kaolack- L'Inspecteur d'Académie de Kaolack- Les OSC et la Presse locale
Kaffrine	<ul style="list-style-type: none">- L'adjoint du préfet du département de Kaffrine- Mme ATTA GUEYE infirmière de Conseillère municipale à la Commune de Kaffrine- Le Secrétaire Général de l'Inspection d'Académie de Kaffrine- Les OSC et la presse locale
Tambacounda	<ul style="list-style-type: none">- Le préfet du département de Tambacounda- Les OSC et la presse locale
Thiès	<ul style="list-style-type: none">- Les OSC et la Presse locale

	<ul style="list-style-type: none"> - La Secrétaire Générale de l'Inspection d'académie de la région de Thiès - L'Adjoint au Maire de Thiès chargé de la protection des droits humains - Le Directeur de l'Agence Régionale de Développement de Thiès
Louga	<ul style="list-style-type: none"> - Les OSC et la presse locale - Le Directeur de l'agence régionale de Développement de Louga et de son Equipe
Saint-Louis	<ul style="list-style-type: none"> - Les OSC, les élus locaux et la presse locale - Le Directeur de l'agence régionale de Développement de Louga et de son Equipe - L'Inspecteur d'Académie de Saint-Louis
Kolda	<ul style="list-style-type: none"> - Le Directeur de l'Agence régionale de Développement (ARD) - Le préfet du département de Kolda - Le Président du Conseil départemental de Kolda - L'Inspecteur d'Académie de Kolda - Focus group avec les OSC et la presse locale
Sédhiou	<ul style="list-style-type: none"> - Le Gouverneur de la Région de Sédhiou - Le préfet du département de Sédhiou - Le Directeur de l'Agence régionale de Développement (ARD) - Inspection d'Académie - La Région Médicale de Sédhiou - Le Maire de la ville de Sédhiou - Les OSC et la presse locale
Ziguinchor	<ul style="list-style-type: none"> - Le maire de Ziguinchor - L'Inspecteur d'académie de Ziguinchor - Directeur régional de la Planification - Le Directeur de l'Agence Régionale de Développement (ARD) - Les OSC et la presse locale

La mission a rencontré les institutions suivantes :

- **Les Agences Régionales de Développement (ARD)**



Rencontre avec le Directeur de l'Agence Régionale de Développement de Saint Louis

Les rencontres avec cette cible ont été très bénéfiques pour la mission. En effet, ces institutions ont la charge de la définition des plans de développement des collectivités territoriales. Compte tenu de leurs prérogatives elles ont exprimé un grand intérêt pour le mécanisme de l'EPU, estimant qu'il leur sera très utile dans l'élaboration des plans locaux de développement. Toutefois, elles ont indiqué que le mécanisme est très peu connu au niveau de leurs services.

A Sédhiou le Directeur de l'ARD s'engage à travailler avec les OSC membres de la coalition EPU dans l'exercice de la planification locale, dès qu'elle sera mise en place.

Par ailleurs, les Directeurs des ARD de Thiès, Louga et Saint-Louis ont souhaité être saisis par des correspondances officielles afin de pouvoir nouer des alliances avec les OSC.

- **Les Inspections d'académie**

Au niveau des Inspections d'académie les acteurs ont suggéré que le Ministère de l'Education nationale soit saisi au préalable afin d'autoriser leur participation au processus de l'EPU.

Ils nous ont exprimé leur intérêt à participer à la mise en œuvre des recommandations notamment celles liées au droit à l'éducation et à la thématique genre. La Secrétaire Générale de l'IA de Thiès dira que la réalisation de ce projet permettra de clarifier beaucoup d'amalgames sur le concept de genre au Sénégal. Elle ajoutera que toutes les Inspections abritent en leur sein des cellules genre dont les responsables ont un réel besoin de renforcement de capacités.

En plus de la thématique genre d'autres questions ont été abordées. Il s'agit principalement de :

- La mendicité forcée des enfants,
- L'équité et l'égalité de genre,
- Les violences en milieu scolaire

- La déperdition scolaire chez les jeunes garçons en raison du phénomène des moto-taxi Jakarta, du ramassage de la noix de l'anacardier et des activités d'orpillage dans certaines régions notamment à Sédhiou, Ziguinchor, Kaolack, Tambacounda,
- Les mariages précoces et les MGF,
- La problématique de l'éducation des enfants des familles déplacées en casamance,
- L'état civil,
- La forte présence des enfants dans les MAC,
- L'inadéquation des infrastructures scolaires pour les enfants vivant avec un handicap,
- Etc.

Les collectivités territoriales

Le constat général est qu'il y a une forte adhésion des élus locaux au projet, d'aucuns sont même prêts à intégrer certaines recommandations dans leurs orientations et planifications locales comme c'est le cas du Maire de Ziguinchor M. Abdoulaye BALDE. Tous les élus rencontrés dans le cadre de la mission ont exprimé toute leur satisfaction d'avoir été associés au projet.

Cependant, certains ont indiqué que compte tenu des changements que pourraient induire les élections locales prévues en janvier 2022, il serait préférable de programmer les activités de renforcement de capacités se déroulant au-delà de cette date.

Les rencontres avec les autorités territoriales



Visite de courtoisie auprès de l'adjoint au préfet de Kaolack

Il s'agit des gouverneurs et des préfets. Cette cible s'est beaucoup réjouie des visites qui leur ont été réservées dans le cadre de la mission. En effet, il est primordial que dans le cadre de la mise en œuvre des activités des OSC, que le commandement territorial soit informé, afin de pouvoir contribuer à la mise en œuvre des activités.

A l'image des autres acteurs ils ont indiqué peu connaître le mécanisme de l'EPU malgré son importance pour la protection et la promotion des droits humains.

Les focus groups



Focus groupe avec les OSC et médias de Kaolack

Compte tenu de l'engouement que la mission a suscité auprès des acteurs de la société civile, des ateliers de concertation ont été tenu en lieu et place des focus groups qui étaient prévus. Cette démarche a permis d'enrichir considérablement l'information des acteurs sociaux sur le processus de l'EPU et de recueillir leurs avis les plus pertinents.

Ces concertations ont essentiellement concerné les OSC et les médias compte tenu du rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la mise en œuvre des activités du projet.

A travers ces rencontres les membres de la mission ont procédé à :

- La présentation des termes de référence de la mission, du projet ainsi que le mécanisme de l'EPU;
- La présentation par thème des 229 recommandations acceptées par l'Etat du Sénégal lors de son dernier passage en 2018 ;

A la suite de ces présentations, les acteurs sociaux ont manifesté leur adhésion au projet et ont exprimés leurs besoins afin de permettre à la coalition d'en tenir compte dans la mise en œuvre des activités.

Les discussions ont largement porté sur le rôle que doivent jouer les OSC et les médias dans la réalisation des recommandations de l'EPU par le Sénégal.

A cet effet, il a été indiqué que l'EPU constitue une opportunité pour les OSC et les médias dans leurs activités de promotion et de protection de droits humains entre autres la possibilité de produire des rapports alternatifs à celui de l'Etat.

La mission a pris bonne note des questions suivantes :

- Comment les rapports des OSC seront-ils élaborés ?
- Comment les OSC et les médias vont-elles participer aux sessions ?
- Quel sera le format, les modalités et conditions d'adhésion de la coalition envisagée ?

- Comment assurer le suivi au niveau décentralisé ?

Les représentants des médias ont émis leur ferme volonté de participer à la vulgarisation de l'EPU d'où la nécessité pour eux de s'approprier le mécanisme.

Les discussions ont fait ressortir de fortes attentes notamment :

- Le renforcement de capacités,
- L'implication en amont dans les activités de sensibilisation et
- La mise en place d'un cadre spécifique des droits humains axé sur le mécanisme de l'EPU.

L'on peut noter que toutes les organisations ayant participé aux rencontres adhèrent à l'idée de créer une coalition pour le suivi des recommandations. Néanmoins, elles ont souhaité qu'elle s'inscrive dans la pérennité.

Il faut noter que les médias ont joué un rôle très important dans le déroulement des ateliers de concertation. En effet en tant que partie prenante ils ont organisé des interviews sur le mécanisme de l'EPU ainsi que sur les recommandations afin d'informer le public.

Difficultés rencontrées :

- Déficit de coordination entre les autorités de tutelle et les chefs de services locaux ;
- Retard dans la mise en œuvre des activités à cause de la COVID 19
- Audiences non tenues avec les autorités avant la mission à cause de la COVID 19

Conclusion et recommandations

Le constat général est que la plupart des acteurs locaux ont fait ressortir le déficit d'information au sujet du mécanisme de l'EPU notamment les recommandations que le Sénégal a acceptées et notées.

Cependant ils ont une bonne réaction sur le projet qui entre en parfaite cohérence avec leurs orientations. Les discussions ont permis également de prendre en compte, autant que possible, les opinions et les points de vue exprimés par les uns et les autres sur les acquis engrangés dans leur zone, les difficultés rencontrées ainsi que les perspectives pour la réalisation effective des recommandations issues de l'EPU.

Recommandations

- Le renforcement de capacités des OSC, des médias et des élus locaux sur le mécanisme de l'EPU, les traités et conventions signés par le Sénégal relatifs aux droits humains ;
- L'implication des OSC et des médias dans l'élaboration des TDR des activités à planifier ;
- La vulgarisation des recommandations à l'échelle locale ;
- Le suivi régulier des activités et des résultats.

Galerie photos









